

Lettre aux personnels de l'Éducation nationale en lutte – Printemps 2013

Chers collègues,

En mai 2012, vous avez majoritairement voté contre Sarkozy, dont l'acharnement à détruire l'Éducation nationale et la Fonction publique n'avait d'égal que sa servilité à l'égard des milliardaires, de Berlin et de Washington. Or, ce n'est pas faire un mauvais procès à Hollande que de constater que, sous des formes « normalisées », et **au nom de la sacro-sainte « construction » européenne, le gouvernement « socialiste » continue sur le fond la politique de l'UMP :**

- Le **blocage des salaires** continue ; les **déremboursements médicaux** s'aggravent ; une 4^{ème} **contre-réforme des retraites** est en préparation pour aligner la France sur l'Allemagne, où l'on « débat » des moyens de travailler après 70 ans ! Après le **choc de compétitivité** du rapport Gallois, qui se traduit par de fortes baisses de cotisations patronales (source n°1 des déficits sociaux !), après l'accord MEDEF-CFDT qui permet aux patrons de prétexter de la défense de l'emploi pour baisser les salaires et flexibiliser à outrance, après le lâchage gouvernemental de Florange et d'Aulnay, les « **mesures courageuses** » annoncées par Hollande le 28 mars vont dans le sens du patronat et des « **euro-diktateurs** » de la Troïka (Commission européenne, BCE, FMI), auxquels les députés PS et UMP ont donné un droit de veto sur le budget français en ratifiant le Traité d'euro-gouvernance.

- **Sous l'appellation de « refondation de l'école », Vincent Peillon applique et amplifie les contre-réformes Fillon-Chatel** ; dans bien des académies, les suppressions de postes continuent ; financés par le désossage des autres services publics, les 60 000 postes annoncés ne permettront pas d'améliorer les taux d'encadrement ; le bavardage sur les rythmes scolaires vise en fait, avec la territorialisation, à détruire l'École de la République, nationale, gratuite, la même pour tous dans tous les pays et où l'enseignement est dispensé par des personnels diplômés d'État ; le projet d'**école fondamentale** – c'est-à-dire le regroupement de fait du premier degré et du collège – vise à mettre fin à l'accès majoritaire de la jeunesse aux baccalauréats ; **la loi Fioraso** sur l'université avalise et aggrave la loi LRU de Pécresse, à quoi elle ajoute un volet linguistique scandaleux (feu vert pour le basculement au *tout-anglais* dans le Supérieur !); il s'agit de **désengager encore plus l'État, de dénationaliser au maximum la formation et les diplômés** en donnant tout le pouvoir aux « **décideurs locaux** », c'est-à-dire *in fine*, aux Chambres patronales : au nom du marché des **compétences**, on va vers le **dépeçage de l'Éducation « nationale » et du bac national**, lequel servait de référence aux grilles salariales des conventions collectives !

- **Tout cela possède une forte cohérence politique** : en concertation avec la droite, Hollande prépare l'*Acte III de la décentralisation* ; le but est d'en finir avec la *République une et indivisible* héritée de la Révolution française et de **créer des « euro-régions » et des « métropoles »** ; ces féodalités locales, si possible « transfrontalières », travailleraient sous l'autorité directe de Bruxelles ; les fragments de l'ex-territoire national seraient mis en concurrence au détriment des salariés (= moins-disant social pour les travailleurs, mais mieux-disant pour les subventions aux « investisseurs »). Déjà les dirigeants UMP d'Alsace, avec le feu vert de J.-M. Ayrault, mettent en place une « *région d'Europe tournée vers l'espace germano-suisse* » ! En fait, Hollande applique le Manifeste du MEDEF intitulé *Besoin d'aire* : cap sur les *Etats-Unis d'Europe*, la *reconfiguration des territoires* et l'*Union transatlantique*, enterrement de l'idéal d'un peuple souverain et d'une République sociale hérités des Sans-Culotte, des Communards et du Conseil National de la Résistance !

Devant ces réalités, **la « gauche » du PS ne trompe plus personne**. Quand M. Emmanuelli invite à allonger la durée de cotisation donnant droit à pension, quand M. Montebourg avalise la suppression de 7000 emplois chez Renault en échange... du gel des salaires et d'un choc de productivité sur les chaînes, quand aucune des contre-réformes sarkozystes (retraites, Sécu, hôpitaux...) n'est seulement toilettée, quand Valls criminalise les luttes sociales et traque les travailleurs sans-papiers, qui peut croire encore à la farce d'une gauche socialiste ?

Quant au **Front de gauche**, sa fausse radicalité ouvre un boulevard au FN. Certes M. Mélenchon a le mérite d'unir le drapeau rouge au drapeau tricolore, comme savait si bien le faire jadis le PCF du Front populaire et de la Résistance. Mais affiliés au *Parti de la Gauche Européenne* subventionné par Bruxelles, l'appareil du PCF et la direction du PG continuent d'amuser la galerie en parlant d'« *Europe sociale* » et d'« *euro au service des*

peuples » ! En réalité, *l'U.E. et l'euro sont des armes létales contre les peuples souverains et leurs acquis sociaux*. Déjà la majorité des ouvriers et des employés français – et un nombre croissant d'enseignants – comprennent que *ce n'est pas en sortant de l'UE que nous serions ruinés : c'est au contraire en y restant que nous « y resterions » et que notre pays perdrait tout* : son industrie, ses services publics, son agriculture familiale, sa spécificité laïco-républicaine, sa protection sociale, et jusqu'à sa culture, marginalisée par l'UE et le MEDEF, qui sacrifient la langue française au « globish » dans leur « pub » et leur « com »

C'est bien entendu par la gauche, par la voie progressiste, qu'il faut sortir du carcan maastrichtien pour reconstituer les acquis du CNR, réindustrialiser le pays en nationalisant les banques et les industries stratégiques, réduire les inégalités en prenant sur les profits, élargir la démocratie, nouer de *nouveaux traités internationaux non limités à l'Europe* : c'est ce qu'expérimentent avec succès, après avoir rompu les traités de libre-échange imposés par Washington, les pays latino-américains de l'*Alternative bolivarienne des Amériques*.

Car *il est suicidaire d'opposer l'internationalisme au patriotisme*. En fait, dans toute société divisée en classes, le *mondialisme des financiers* – les Bernard Arnault et Cie n'ont d'autre patrie que leur fric – fait face à l'*internationalisme des prolétaires* : les ouvriers roumains et français de Renault ont les mêmes intérêts de classe face à leur multinationale. De même, le *nationalisme xénophobe* de l'*UM'Pen en formation* autour des Copé et autres Le Pen s'oppose radicalement au *patriotisme républicain* des ouvriers, français ou immigrés, qui veulent *produire en France* pour échanger avec le monde entier. Si la « gauche de la gauche » continue d'abandonner la défense de la nation aux usurpateurs frontistes, le rassemblement fascisant qui germe aujourd'hui sur des bases cléricales, homophobes, anti-fonctionnaires, anti-immigrés et anti-« assistés » (les vrais assistés, ce sont les gros actionnaires !) s'emparera tôt ou tard du pouvoir étant donné le discrédit de Hollande !

C'est pourquoi le PRCF soutient chaleureusement les enseignants en lutte. Il les appelle à :

- *entrer durablement en résistance*, sans laisser Peillon opposer les degrés d'enseignement ; *refusons les contre-réformes* ; des *contre-propositions, oui, mais sur la base du refus des dynamitages actuels* ;
- *se solidariser avec les ouvriers en lutte* : sans une puissante industrie, sans une classe ouvrière impulsant la résistance populaire, les services publics seront liquidés et les jeunes devront s'expatrier en masse ;
- *s'engager pour un « nouveau CNR »*, une alliance des républicains de progrès visant à sortir le pays de l'euro, de l'UE et de l'OTAN, à restaurer le progrès social, à étendre la démocratie y compris à l'entreprise, à nouer de nouveaux traités progressistes fondés sur la coopération internationale ;
- *se démarquer du conditionnement idéologique* qui met notre école au service de la pensée unique anticommuniste, de l'euro-formatage des élèves, et qui s'accompagne de l'abaissement des *contenus* historiques, scientifiques, philosophiques, linguistiques et artistiques ;
- aider à *reconstruire le vrai Parti franchement communiste* dont notre peuple a besoin... y compris ceux qui n'adhèrent pas à la totalité des idées communistes ;

Tant que notre peuple disposait d'un puissant PCF, patriote et internationaliste, lié aux ouvriers, porteur d'une analyse marxiste de la société, notre peuple tenait tête au capital : car la crainte de la révolution sociale obligeait alors le patronat à faire des concessions. Depuis que le PCF-PGE a préféré *muter* et qu'il accepte la « construction » européenne dans son principe, notre peuple est devenu une proie facile pour la fausse gauche, la droite dure et de plus en plus, pour... l'extrême droite. Alors, ne nous résignons pas ! Agissez avec le PRCF, abonnez-vous au mensuel *Initiative communiste*, à sa revue culturelle *EtincelleS*. N'ayez pas peur d'agir pour révolutionner cette société malade, *rejoignez le PRCF !*

Je souhaite adhérer au PRCF / Je m'abonne à *Initiative communiste* (20 €) / Je m'abonne à *Etincelles* (4 numéros par an) – rayer la mention inutile. S'adresser à PRCF, 8 rue du Clos Lapaume, 92210 Bagneux ou à prcf@orange.fr

Nom/prénom.....

Adresse postale et/ou Adél :.....